L'aquilon
Le souffle francophone des Territoires du Nord-Ouest
Envoi de publication - enregistrement no. 10338 C.P. 456 Yellowknife, NT, X1A 2N4 Volume 31 numéro 5, 5 février 2016



Une partie de l'équipe du Conseil de développement économique des TNO, lors du déménagement de leurs bureaux le 29 janvier. Depuis ce début février, tous leurs services sont disponibles à la même adresse : Diamond Plaza, au 5204, 50e Avenue, rez-de-chaussée. (Crédit photo : Maxence Jaillet)

Jeux du Canada

Pourquoi pas nous?

La ville de Yellowknife se demande si elle pourrait accueillir les Jeux d'hiver du Canada en 2023.

Maxence Jaillet

Durant ce mois de février, le Conseil municipal de Yellowknife va décider s'il appuie où non l'organisation des 29e Jeux du Canada dans la capitale ténoise. Informés par un Comité de travail mis en place en février 2015, les conseillers municipaux vont évaluer les risques et les avantages de cet événement dont le coût est estimé actuellement à 76,8 millions de dollars (50,3 millions de dollars pour les Jeux + 26,5 millions de dollars pour le village des athlètes + la construction d'une nouvelle piscine déjà planifiée).

Le comité de travail a récemment présenté son rapport au public mettant l'accent sur la possibilité d'accueillir les Jeux. Dans leur présentation, le comité répond à la question « Peut-on le faire? » en citant Hannibal à la première personne du pluriel pour être plus inclusif : « Nous trouverons le chemin, ou nous tracerons le nôtre. » Le rapport souligne en effet l'importance de faire preuve d'unité au sein des acteurs locaux, municipaux, territoriaux et fédéraux, pour qu'une ville de la taille de Yellowknife (23 000 personnes estimées en 2023) puisse accueillir les Jeux du Canada avec succès.

Si la capitale ténoise a déjà organisé cinq Jeux de l'Arctique, c'est la première fois depuis ses débuts en 1967 que le Comité des Jeux du Canada propose aux TNO d'organiser les Jeux d'hiver. Une opportunité, selon le Comité de travail, qui ne se représentera pas avant 30 ans.

Un événement bilingue

Le seul représentant francophone qui siège au comité de travail est le directeur du Conseil de développement économique des Territoires du Nord-Ouest, Antoine Gagnon. Ce dernier assure que c'est pour obtenir une représentation francophone que le Comité de travail l'a approché. Les jeux du Canada étant un événement officiellement bilingue, Antoine Gagnon estime que c'est une nouvelle occasion pour la communauté francophone de se mobiliser. Il cite l'ampleur des retombées positives sur la communauté après l'organisation de la Petite séduction à Yellowknife en 2014. « L'implication des bénévoles, la collaboration entre toutes les organisations... Les gens se sont rassemblés, cela a renforcé la communauté et développé la capacité d'organiser des événements. »

Gagnon trouve que c'est un défi de se projeter dans l'avenir (sept ans). Pour sa part, il compte sur une communauté similaire, avec de nouveaux résidents qui participeront et des anciens qui partageront leurs expériences. « Le roulement de la population ne m'empêche pas de faire des projections », tranche-t-il.

Des commerçants réticents

Dans les premières lignes du rapport de ce comité de travail, il est bien noté que la Chambre de commerce de Yellowknife ne soutient pas cette aventure. Sa présidente, Renee Comeau, qui siège au comité de travail, fait valoir dans un communiqué de presse que son organisation a décortiqué le récent rapport et continue à s'opposer à la tenue des jeux aux TNO. Deneen Everett, la directrice générale de la Chambre de commerce de Yellowknife, ajoute que « la pensée positive n'a pas d'échos avec les commerçants qui se débattent pour ne pas mettre la clé sous la porte ». Selon son point de vue, les risques associés à l'organisation des Jeux 2023 dépassent largement les avantages potentiels. Everett n'a pu commenter les mesures futures de la Chambre, puisque c'est le 9 février qu'elle rencontre son conseil d'administration pour envisager les différentes possibilités si le conseil municipal décide d'approuver l'organisation des Jeux.

Le rapport et les commentaires du public sont remis aux conseillers ce vendredi 5 février 2016. La décision des conseillers peut prendre deux à trois semaines avant d'être annoncée au comité des Jeux du Canada.

Si les commerces de Yellowknife s'opposent en bloc, une entreprise de plus grande envergure s'affiche en faveur des Jeux. Caroline Browning-Kauffman, la directrice de Yellowknife Beverages

Jeux
Suite en page 2

Jeux

Suite de la page 1

Division a publiquement annoncé que Coca-Cola est intéressée à commanditer un tel événement. Elle reconnait que le processus d'organisation des jeux en est à un stade élémentaire et qu'elle ne sait pas encore quelle forme pourra prendre l'engagement de Coca-Cola envers Yellowknife 2023. « Je veux comparer la commandite que notre société sœur a offerte aux Jeux du Canada en 2007 à Whitehorse. Ce ne sera peut-être pas forcément une contribution financière, mais plus des produits marketing, des vêtements et des boissons. » Browning-Kauffman, évoque le bénéfice d'une couverture médiatique nationale, mais souligne que le plus important reste le fait que sa société est impliquée dans la communauté et qu'elle soutient les athlètes du Nord. « Le côté financier sera palpable alors que les athlètes étancheront leur soif avec nos produits. »

La femme d'affaires attend elle aussi la réponse de Yellowknife : « Je vais attendre la réponse du conseil, car on peut se demander si 50 millions de dollars ne pourraient pas être utilisés ailleurs. »



La délégation des TNO aux Jeux de 2013 (Archives L'Aquilon)



Le premier orchestre de Yellowknife a présenté deux représentations du spectacle Borderless Art Movement : From the Old World to the New: A voyage in music and art. Ces musiciens amateurs ont performé des pièces de Mussorgsky ainsi que la symphonie N.9 « du Nouveau Monde » de Dvorak alors que quatre artistes-peintres créaient une oeuvre colorée et très imagée du voyage. (Crédit Photo : Maxence Jaillet)



La famille Reed : Éric, Kasper, Aïda, Isabelle et Aksel, à la projection d'un film d'animation durant le festival pour enfants au NACC. Ballons et maïs soufflé pour tous afin d'ajouter de la folie à cette 6e édition parrainée par l'AFCY et le NWT Literacy Council. (Crédit photo : Maxence Jaillet)



En collaboration avec Radio Taïga

Planche à neige à Yellowknife

Après des années de travail à installer et à certifier l'équipement, le Bristol Pit dispose désormais d'un remonte-pente.

Le nouveau système est en activité depuis quelques jours. L'ouverture officielle aura lieu le samedi 6 février.

Prix de l'essence à son plus bas depuis sept ans

Selon Statistique Canada, la dernière fois que Yellowknife a connu une pareille baisse des prix du carburant était en 2009.

L'essence se vend actuellement 98,9 cents en ville.

Commanditaires recherchés

Après avoir perdu le soutien de la compagnie minière De Beers, le festival Long John Jamboree fait désormais appel à l'aide financière de la population.

Une collecte de fonds sur le Web a été créée avec l'objectif initial de 5 000 $.

Le Long John Jamboree est un événement gratuit qui est rendu possible grâce au soutien de la collectivité, par des dons et des bénévoles.

Les habitants des TNO voient leurs policiers d'un mauvais oeil

Statistique Canada a publié le 27 janvier les résultats d'une enquête menée en 2014, comparant les perceptions des gens de partout au Canada vis-à-vis leur service de police local.

Les résidents ont évalué le travail de la police dans six domaines.

La GRC des TNO a reçu les pires résultats dans 4 des 6 choix, notamment pour l'accessibilité des policiers et la perception de la sécurité des quartiers.

Fruits frais

Le propriétaire d'un restaurant de Yellowknife fera équipe avec Buffalo Airways afin d'offrir des fruits frais aux écoles des collectivités éloignées du Nord.

Ed But, propriétaire du Steakhouse & Lounge Coyote, mentionne que ce nouveau partenariat est en réponse à des coûts élevés des denrées alimentaires dans certaines parties du Nunavut et des TNO.

Monsieur But souhaite aider les enfants qui sont affamés et qui n'ont pas accès à des fruits frais.

Le premier envoi sera livré au Nunavut mercredi prochain, où il sera distribué aux élèves du secondaire.

L'aisance en français

Une nouvelle théorie pour transmettre la langue

***Jean-Pierre Dubé** (Francopresse)*

Patrimoine canadien (PCH) a mandaté 15 experts pour appliquer une « théorie du changement » à cette problématique fondamentale au sein des communautés francophones : la transmission de la langue aux jeunes. Certaines stratégies sont innovatrices.

« Parmi les résultats visés auprès des jeunes, note une participante, la sociologue Mireille McLaughlin, le plus significatif est celui où les jeunes se disent à l'aise de parler en français. » Elle mène présentement des enquêtes « pour savoir ce qui permettrait de prédire que les parents souhaiteront transmettre le français à leurs enfants ».

La professeure de l'Université d'Ottawa aurait ainsi identifié, parmi les questions de revenu et d'éducation, la variable la plus influente.

« L'aisance en français ne se développe pas à l'âge adulte. En fait, les études sur l'insécurité linguistique à travers le monde montrent que celle-ci tend à se développer à l'adolescence. Une jeunesse qui se sentirait à l'aise à parler en français aurait donc, rendue à l'âge adulte, plus de chance de souhaiter transmettre le français à ses enfants. »

L'initiative de PCH remonte à l'évaluation du premier *Plan d'action pour les langues officielles 2003-2008*, menée par le consultant Marc Johnson. « On avait remarqué des incohérences dans les programmes qui étaient éparpillés dans plusieurs ministères avec une variété de résultats visés. On avait alors exploré une autre approche pour voir comment le changement devrait se produire. »

Dix ans plus tard, l'idée est reprise à la Direction générale des langues officielles, précise le président de Socius recherche et conseils. « On nous a demandé de tester la théorie et ça a donné ce rapport », intitulé *TRANSMISSION de la langue française aux jeunes francophones en milieu minoritaire – Théorie et stratégie.*

« La théorie du changement, précise Marc Johnson, est une approche sociologique qui implique tous les acteurs dans une question de politique publique. C'est le design d'un changement de nature complexe. Si on fait bien ça, le résultat est plus pertinent. »

Outillés d'un bilan de recherche, les experts (chercheurs, fonctionnaires et militants) ont fixé un résultat ultime pour 2026 : « Une part croissante des familles transmet le français à leurs enfants. » Ils ont ensuite construit un diagramme comportant une séquence de 19 résultats ciblant surtout les parents et les jeunes. Voici des exemples.

Les parents :
- sont conscients de l'impact de leurs choix linguistiques;
- utilisent les services en français dans leur communauté;
- s'affirment, professionnellement, comme francophones;
- sont outillés afin d'accompagner leurs enfants en français;
- valorisent les services à la petite enfance et les écoles de langue française.

Les jeunes :
- sont à l'aise de parler français;
- sont conscients de leur statut linguistique dans la société;
- font une place au français dans leur vie;
- sont entendus dans leur communauté;
- coproduisent la culture francophone.

Mireille McLaughlin enseigne à des jeunes de partout « qui sont déjà prenants pour le projet francophone. Quand on parle de culture francophone, ils sont plusieurs à dire qu'ils ont l'impression que le projet de société francophone ne les représente pas. Ils ne partagent pas les mêmes angoisses que les leaders des communautés. Ils ont d'autres priorités, intérêts et façons de vivre leur rapport au français. De là est venue l'idée de coproduire la culture.

« Une démarche toute simple serait, par exemple, de créer un programme où les jeunes choisissent les projets qui leur semblent porteur d'avenir pour la francophonie. Qu'ils décident des objectifs de ce programme et des projets. Toute démarche offrant une part décisionnelle réelle aux jeunes leur permet de coproduire la francophonie », conclut-elle.

Comment ce rapport sera-t-il utilisé? On peut lire dans la conclusion qu'il permettra à PCH « de mieux situer le contexte de ses interventions et des pistes d'action à suivre afin de jouer un rôle pertinent, efficace et complémentaire à celui des autres intervenants. D'autres institutions fédérales ou provinciales pourraient tirer profit de cet exercice ».

« Le document appartient à tous ceux qui l'ont produit », ajoute Marc Johnson. Aucune démarche de promotion n'est prévue, chacun peut le proposer à son organisation. »

Éditorial

Enfin un peu de chair...

Alain Bessette

Les commentaires récents de deux représentantes de l'Organisation des Nations Unies au sujet des femmes autochtones disparues ou assassinées ont touché juste. En effet, ces deux représentantes estiment primordial que la future commission d'enquête sur les femmes et les filles autochtones disparues ou assassinées prenne absolument en compte **les racines profondes** de cette violence, à commencer par **les facteurs socio-économiques**.

Depuis que cette notion de création d'une commission d'enquête circule, on entend bien des formules creuses qui ne me convainquent pas du tout de l'importance de la créer. Après tout, j'ai été témoin de deux commissions extrêmement révélatrices sur la situation périlleuse des peuples autochtones et je suis convaincu que la nouvelle commission d'enquête ne saura pas identifier de nouvelles causes à la base de la violence vécue par les membres des Premières Nations, hommes et femmes.

Conditions socio-économiques! Voilà un bien grand terme qui englobe une multitude de situations de vie des Autochtones. On le sait, plusieurs jeunes autochtones vivent dans la pauvreté. En fait, ils ont vécu dans la pauvreté toute leur vie. À peine sortis de l'adolescence, ils se retrouvent déjà avec une famille à leur charge, sans emploi, sans éducation et ils vivent souvent dans des habitations surpeuplées. Même avec une éducation passable, les occasions d'emplois sont souvent rares dans leurs villages et, avec leurs enfants, ils ont besoin de leur famille immédiate pour les aider, il est donc impossible pour eux de quitter le village dont ils sont prisonniers.

Quant à la notion de racines profondes de la violence, il faut ajouter à ces conditions socio-économiques les séquelles psychologiques directes des écoles résidentielles chez les plus vieux et les séquelles psychologiques infligées aux plus jeunes par ces plus vieux.

Le drame de La Loche il y a trois semaines est un bon exemple de la violence qui afflige les Autochtones. Trois hommes et une femme ont été assassinés. Lorsqu'on s'attaquera aux racines profondes de la violence faite aux femmes autochtones, on s'attaquera aussi à la violence faite aux hommes autochtones.

Je répète ma crainte au sujet d'une commission d'enquête : c'est bien beau de se payer des salaires à faire de la recherche pour se faire répéter ce que l'on sait déjà, mais je crois que cet argent serait plus approprié pour mettre en œuvre des actions directes s'attaquant aux racines profondes de la violence.

Langues officielles

Le bilinguisme progresse

***David Caron** (Acadie Nouvelle)*

Le bilinguisme est en progression au Canada, mais le taux de gens pouvant soutenir des conversations dans les deux langues officielles reste assez faible. Au cours du dernier siècle, le taux de bilinguisme est passé de 14,7 % en 1901 à 18,3 % en 2011, démontre une nouvelle étude de Statistique Canada.

L'année 1901 marque la première fois que le gouvernement fédéral a posé des questions sur les langues maternelles des Canadiens.

Même si le Nouveau-Brunswick est la seule province officiellement bilingue au Canada, c'est au Québec où l'on compte le plus grand nombre de gens pouvant s'exprimer en anglais et en français. En 2011, c'était près de 45 % de la population qui était en mesure de le faire, dont 70 % des anglophones. Lorsqu'on ne tient plus compte du Québec, le taux de bilinguisme au Canada baisse à 10,2 %, une légère chute par rapport au recensement de 2006.

Dans le reste du Canada, les minorités francophones hors Québec demeurent les champions du bilinguisme. Près de 85 % d'entre eux affirment maîtriser la langue de Shakespeare. Seulement 7,4 % des anglophones hors Québec peuvent soutenir une conversation en français.

Un rapport publié l'an dernier par le Commissariat aux langues officielles du Nouveau-Brunswick démontre que 71,4 % des francophones (32 % de la population) sont bilingues. Ce chiffre s'élève à 16 % des anglophones, qui forment 65 % de la population.

De façon générale, le taux de bilinguisme a augmenté au Canada au cours des années 1960 et 1970 grâce à l'engouement pour les anglophones du Québec pour les programmes d'immersion française et à l'adoption de *Charte québécoise de la langue française* (loi 101). Dans le reste du Canada, cette hausse a été moins importante, on note même un recul de la maîtrise des deux langues officielles, mais l'enthousiasme pour les programmes d'immersion et de français langue seconde se maintient. En 2011-2012, 356 500 jeunes Canadiens de l'extérieur du Québec étaient inscrits dans un programme d'immersion française.

Certaines des données publiées par Statistique Canada préoccupent Michel Doucet, directeur de l'Observatoire international des droits linguistiques, à Moncton.

« On s'aperçoit qu'il y a une progression du bilinguisme, mais ça semble être l'affaire de la minorité et non de la majorité, dit-il.

« Si on veut parler d'un pays ou d'une province bilingue, il faut que ce soit l'affaire des deux communautés linguistiques. »

Loin de vouloir s'opposer à l'apprentissage d'une seconde langue, dans les milieux minoritaires, il est important de pouvoir apprendre les deux langues dans un contexte qui favorise la langue maternelle, selon Me Doucet.

« C'est important d'apprendre deux langues, mais dans un contexte minoritaire, il faut le faire dans un contexte qui est favorable à la langue maternelle. Quand c'est bien fait, ça peut être un atout de renforcer sa langue maternelle, tout en apprenant une deuxième langue. »

Élève de la semaine



Sylvain Rourke- 7e année, École Allain St-Cyr

Sylvain est un élève de la 7e année. Il est un adolescent agréable à côtoyer: il est toujours souriant et prêt à travailler. De plus, il s'est bien adapté au rythme du secondaire. Sylvain est assidu, il remet toujours des travaux de qualité. Son attention aux petits détails lui permet toujours d'embellir ses travaux d'arts visuels. Continue ton beau travail !



C.P. 456, Yellowknife, NT, X1A 2N4
Tél. : (867) 873-6603, Télécopieur : (867) 873-6663

Courrier électronique : aquilon@internorth.com
Sur le web : www.aquilon.nt.ca

Directeur : Alain Bessette
Journalistes : Maxence Jaillet et Noémie Bérubé

Correction d'épreuve : Anne-Dominique Roy

L'Aquilon est un journal hebdomadaire publié le vendredi à 750 exemplaires. L'Aquilon est la propriété des Éditions franco-ténoises/L'Aquilon et est subventionné par Patrimoine canadien.

Sauf pour l'éditorial, les textes n'engagent que la responsabilité de leur auteur(e) et ne constituent pas nécessairement l'opinion de L'Aquilon. Toute correspondance adressée au journal doit être signée et accompagnée de l'adresse et du numéro de téléphone de l'auteur(e). La rédaction se réserve le droit de corriger ou d'abréger tout texte. Dans certains cas où les circonstances le justifient, L'Aquilon accèdera à une requête d'anonymat. Toute reproduction partielle est fortement recommandée à condition de citer la source. L'Aquilon est membre de l'Association de la presse francophone (A.P.F.). N° ISSN 0834-1443.





Représentation commerciale nationale
Lignes Agates Marketing
1-866-411-7486



Crise financière des organismes francophones

La FCFA veut changer le discours fédéral

Jean-Pierre Dubé (Francopresse)

Une alerte rouge sur le financement des organismes en Nouvelle-Écosse a été lancée au début janvier, faisant des échos dans l'Atlantique et à Ottawa. Le milieu associatif se prépare à contester les conditions de stagnation imposées depuis une décennie.

« Le moment est à l'évaluation, souligne la présidente de la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada, Sylviane Lanthier. Avec l'élection d'un nouveau gouvernement, on pense que c'est un moment propice pour se remettre à parler du développement de nos communautés. Il y a un espoir que le dialogue soit rétabli pour changer le discours. »

La FCFA a rencontré des députés et demandé de s'assoir avec un nombre de ministres. « Des mauvais plis ont été pris par l'ancienne administration, explique la porte-parole. On ne va pas demander maintenant des tonnes d'argent, mais qu'on donne le ton au niveau du Conseil des ministres » sur la valeur des communautés et des langues officielles.

Il y a beaucoup de sensibilisation à faire, selon la présidente, autant auprès des élus que des fonctionnaires. « Les francophones, on n'est pas juste des consommateurs de services. On veut participer au développement. Les communautés, c'est un écosystème. »

Dans une lettre ouverte au premier ministre Justin Trudeau dans le journal *L'Étoile*, la directrice générale de la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse affirme que sa communauté n'a plus les moyens d'avancer. « En situation minoritaire, lorsqu'on n'avance pas, on recule, faute de pouvoir contrer le courant qui nous pousse vers une assimilation, voire une mort certaine. »

Marie-Claude Rioux estime qu'une dizaine d'organismes communautaires sont « en situation de crise extrême et pourraient tomber n'importe quand ».



La FCFA est en période d'évaluation : « On se pose beaucoup de questions sur nos structures, déclare la présidente Sylviane Lanthier, comment être plus en lien avec nos communautés. »(Courtoisie)

Ce n'est pas une situation unique, selon Sylviane Lanthier. « C'est une réalité qui existe pas mal partout. Le poids administratif est tellement grand, il y a plein de coûts fixes qui augmentent tout le temps. Des initiatives importantes et des innovations n'ont pas lieu. Il y a l'épuisement des bénévoles et du personnel. Les salaires sont inadéquats et on vit avec. L'élastique est pas mal étiré. »

La réalité varie d'une région à l'autre, explique la présidente. Mais elle frapperait plus durement les organismes de l'Atlantique, en partie à cause de l'historique de leur développement et de leurs relations avec le fédéral.

Selon des données fournies en 2015 par les organismes porte-parole, ceux de l'Atlantique ont reçu la moitié des fonds (3,5 millions) de leurs vis-à-vis des quatre provinces de l'Ouest (7,2 millions). La douzaine d'organismes politiques au pays se partage 16 millions d'aide.

Selon les ententes actuelles, l'appui de Justice Canada et d'Emploi et Développement social aurait reculé, celui de Patrimoine canadien et de Citoyenneté et Immigration serait demeuré stable, tandis que l'aide de Santé Canada a augmenté. Le Consortium national de formation en santé a recueilli la moitié de l'aide fédérale (17,3 sur 35,9 millions) accordée aux 16 principaux organismes nationaux au cours de l'année financière courante.

Avant de proposer de nouvelles stratégies de développement, la FCFA entame avec ses partenaires une évaluation du *Plan stratégique communautaire* de 10 ans lancé à la fin du Sommet des communautés de 2007. Un Forum des leaders sectoriels avait alors été fondé.

« On a entamé des discussions sur le modèle de financement avec le Forum, précise Sylviane Lanthier. On se pose beaucoup de questions sur nos structures, comment être plus en lien avec nos communautés. Est-ce qu'on met l'argent à la bonne place? Comment on va se positionner maintenant? »

Elle souligne que les francophones de l'Ontario mènent une réflexion sur leurs priorités, tandis que ceux du Manitoba complètent une démarche d'états généraux et que les Acadiens du Nouveau-Brunswick traversent « une crise qui pourrait les emmener à répondre à de grandes questions ».

Le gouvernement libéral a promis un plan amélioré pour remplacer l'actuelle *Feuille de route pour les langues officielles 2013-2018*, rappelle la présidente. La lettre de mandat de la ministre du Patrimoine, Mélanie Joly, contient cet engagement : « Élaborer un nouveau plan pluriannuel en matière de langues officielles pour favoriser l'épanouissement des communautés francophones et anglophones en situation minoritaire. »

Prix du 3 juillet 1608
et Ordre des francophones

Les candidatures sont ouvertes

(Francopresse)

Le Conseil supérieur de la langue française (CSLF) a ouvert les candidatures aux francophones de tout le pays pour les prix de l'Ordre des francophones d'Amérique et le Prix du 3 juillet 1608, le plus prestigieux à être accordé chaque année dans la francophonie nord-américaine.

Le CSLF indique qu'il recevra des candidatures pour ces prix jusqu'au 8 avril prochain alors que les récipiendaires seront honorés au cours d'une cérémonie qui se tiendra à l'hôtel du Parlement, à Québec, à l'automne 2016.

Sept nouveaux membres seront alors reçus à l'Ordre, dont deux du Québec, un d'Acadie et des provinces de l'Atlantique, un de l'Ontario, un des provinces de l'Ouest, des Territoires du Nord-Ouest, du Yukon et du Nunavut, un d'ailleurs en Amérique et un dernier des autres continents.

Le Prix du 3 juillet 1608, nommé ainsi en l'honneur de la date de fondation de la ville de Québec, berceau de l'Amérique française, « rend hommage à un organisme œuvrant en Amérique du Nord qui, avec persévérance, vitalité et dynamisme, a rendu ou rend des services exceptionnels à une collectivité de langue française et à l'ensemble de la francophonie nord-américaine ».

Des formulaires de mise en candidature sont disponibles au www.cslf.gouv.gc.ca.

Femmes autochtones

Les aspects socio-économiques doivent être inclus, dit l'ONU

Fannie Olivier
LA PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — La commission d'enquête sur les femmes et les filles autochtones disparues ou assassinées devra absolument prendre en compte les racines profondes de cette violence, à commencer par les facteurs socio-économiques, selon des représentants de l'Organisation des Nations Unies (l'ONU).

Ces représentants de différentes instances de l'ONU ont rencontré lundi les ministres responsables d'élaborer les paramètres de cette enquête nationale.

En point de presse suivant cette rencontre avec les ministres Carolyn Bennett, Patty Hajdu et Jody Wilson-Raybould, ils ont insisté sur le fait que cette enquête devait être aussi large que possible.

Pour Barbara Bailey, du Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), il sera « très difficile de briser le cycle de la violence » à moins de s'attaquer aux racines du problème. Le désavantage économique subi par les membres des Premières Nations devra être au cœur de cette enquête, selon elle.

Il faudra aussi être sensible aux « stéréotypes » laissés par « l'héritage colonial », et qui sont désormais intégrés dans « le tissu social », a-t-elle noté.

« À moins de déconstruire ces stéréotypes, de les démanteler et de voir ces gens comme des êtres humains (...), nous allons manquer le bateau », a-t-elle insisté.

À la sortie de la période de questions, la ministre des Affaires autochtones, Carolyn Bennett, a indiqué qu'on lui avait également confié qu'il fallait tenir compte du désavantage économique, lors de ses consultations sur la forme que devrait prendre l'enquête.

« D'un océan à l'autre, nous avons entendu la nécessité de s'attaquer aux racines du problème. Il est évident que les conditions socio-économiques des femmes et filles autochtones constituent un problème au Canada et que nous n'allons pas être capables de régler le problème sans nous y attaquer », a-t-elle noté.

La ministre Bennett a déjà laissé entendre que l'enquête pourrait englober notamment les cas allégués de sévices à Val-d'Or.

Mme Bailey avait visité différentes villes et réserves au Canada en 2013 et avait conclu à de « graves violations » des droits des femmes autochtones. Dans sa liste de 38 recommandations, le CEDAW demandait notamment au Canada de prendre des mesures pour améliorer significativement les conditions économiques des Premières Nations. Il appelait entre autres à des stratégies de lutte contre la pauvreté, pour le logement, le transport, l'accès à l'eau potable et à l'éducation.

Pour James Cavallaro, de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), la mise sur pied d'une commission d'enquête sur la violence faite aux femmes autochtones ne doit pas être un prétexte pour se traîner les pieds sur les autres recommandations.

« Nous sommes à un moment où des actions peuvent être prises, a-t-il soutenu. Je ne pense pas que les instances internationales (...) s'attendent à ce que durant les deux années de l'enquête, tout ce qui touche les femmes et filles autochtones — politiques et programmes — soit mis en pause. »

Selon Mme Bennett, le logement, la protection de l'enfance et l'application équitable de la justice sont tous des dossiers qui doivent être abordés rapidement.

Chronique de la francophonie

Résistance et souvenirs



Réjean Paulin
(Francopresse)

J'ai fouillé dans la boite à souvenir. Voici ce que j'ai trouvé.

La maison de mon enfance, plantée en terre française, la Côte-Nord au Québec, et notre voisin arrière, Monsieur McLean. Le quartier était récent. Les habituelles clôtures de banlieue n'étant pas encore dressées, un simple bonjour suffisait pour franchir le cadastre. Plutôt sociable, mon père s'est attablé avec ce voisin pour une conversation en anglais, langue encore étrangère à mes oreilles. C'était en 1961.

Sans m'en rendre compte, j'étais déjà témoin de la formidable résistance de l'anglais et de la vulnérabilité du français dans nos sociétés… L'un vit sans concession dans son usage, l'autre se plie à la nécessité de communiquer.

Autre souvenir.

On vit en français dans la Péninsule acadienne, du lever au coucher du soleil. Ce sera toujours en français que l'on y jettera ses filets à l'eau, qu'on étudiera à l'école, que l'on parlera à son voisin.

À l'été de 1977, je m'adressais à une vingtaine d'adolescents dans le cadre de mon travail, entre deux sessions universitaires. Tout à coup, l'un d'eux s'avance… «*I can't understand*». Il venait d'un village appelé «Évangéline», nom mythique de cette héroïne acadienne, francophone jusqu'à l'os.

J'entrais dans la baie de Gaspé en voilier, à l'été de 1990, en songeant à Jacques Cartier qui l'avait explorée quatre siècles plus tôt, par les mêmes moyens; de la toile hissée vers le ciel à la recherche de ce filet de vent qui nous pousse en avant.

Nous avons amarré du côté de l'Anse-à-Brillant. Aussitôt débarqué, conversation avec les gens du coin, dont ce vieux marin sympathique comme pas un, nostalgique des vieilles embarcations… en anglais seulement. Étonnant? Certainement quand on a les deux pieds plantés en sol québécois, dans cette baie que les Français ont découverte et baptisée.

Quelques années plus tôt, il y avait eu naufrage au large de l'ile Miscou, là où la Péninsule acadienne se confond avec l'infini de la mer. L'imprévisible noroit avait piégé ces malheureux pêcheurs en pleine nuit.

Le lendemain, toujours poussée par ce vent vorace, l'épave ventre en l'air, avait atterri sur la pointe nord-est de l'ile.

Témoin de la scène, le frère d'un noyé, pêcheur lui aussi, et rescapé de la tempête, s'est confié à notre télévision dans la langue de sa famille, l'anglais, la seule qu'il maîtrisait.

Cela dit, éloignons-nous de le mer pour une balade sur Crescent à Montréal.

J'y ai déjà passé une bonne heure à parler anglais avec un unilingue montréalais. Par hasard, j'étais tombé sur une connaissance du fils du propriétaire de mon logement à Bathurst au Nouveau-Brunswick.

Je ne garde aucune amertume de ces souvenirs. De la conversation banale à la tragédie, il n'y avait qu'un sain partage d'idées, d'impressions et de sentiments, entre citoyens qui vivent le quotidien comme ils le peuvent. Comme on le dit parfois, des gens qui tentent tant bien que mal de « se faire une vie » sans trop se la compliquer.

Mais il y a de quoi s'étonner.

On est porté à croire que quiconque éprouve l'isolement linguistique ferait tout pour s'en sortir. Normal, dirait-on. Mais pourquoi cet isolement ne suffit-il pas à franciser un anglophone qui vit à quelques encablures de Gaspé ou à quelques stations de métro de la rue Saint-Denis?

Je n'ai jamais vu ce phénomène ailleurs, parmi ces francophones qui moissonnent la mer ou la terre dans le Canada dit anglais

La langue anglaise s'infiltre partout, même là où le français domine dans les chaumières. Elle est audible pour quiconque veut l'entendre. Elle devance le français comme langue de communication dans le monde, en Amérique et au Canada.

De cette observation, on ne peut conclure qu'à la résistance de tous les francophones qui parlent encore leur langue là où l'anglais leur chatouille l'oreille dès qu'ils franchissent le seuil de leur porte.

Appel de candidatures
REPRÉSENTANT DU PUBLIC de la région du Slave Nord
Conseil des gouverneurs du Collège Aurora

Le ministre de l'Éducation, de la Culture et de la Formation, M. Alfred Moses, invite les résidents qui souhaitent devenir représentant du public au Conseil des gouverneurs du Collège Aurora à poser leur candidature. Le poste à pourvoir actuellement est celui de représentant de la région du Slave Nord, qui comprend Behchokö, Gamètì, Wekweètì and Whatì.

Le représentant du public partage les responsabilités suivantes avec le président et les autres conseillers : régir le collège; évaluer les politiques; permettre au Conseil de prendre des décisions responsables sur des questions fiscales et pédagogiques; établir la raison d'être et la vision du collège; et s'engager à maintenir l'intégrité pédagogique, financière et sociale du collège ainsi qu'à promouvoir l'éducation aux adultes en général.

Pour être admissibles, les candidats doivent résider dans une des collectivités de la région du Slave Nord qu'ils représenteront. De plus, ils doivent faire preuve d'un intérêt manifeste pour l'enseignement aux adultes et l'enseignement postsecondaire dans le Nord, et être sensibilisés aux problèmes qui touchent l'éducation et la formation des adultes aux TNO. Il est nécessaire de posséder de bonnes compétences interpersonnelles et d'être en mesure de dialoguer avec les autres membres du Conseil des gouverneurs et avec divers groupes d'intérêt. Les acquis suivants constituent des atouts majeurs : expérience comme membre d'un comité de programme d'études ou d'un comité qui soutient le développement communautaire; expérience en éducation et en recherche autochtone dans les collectivités; expérience professionnelle, ou dans le milieu des affaires ou de l'industrie; et connaissance du domaine financier. Toute expérience reconnue dans les services de proximité constitue également un atout.

Nomination: le représentant du public est nommé pour un mandat de trois ans. Chaque année, les membres du Conseil doivent assister en personne à trois réunions du Conseil, qui durent de deux à trois jours. Ils sont également tenus de siéger à des comités qui tiennent leurs séances entre les réunions du Conseil (soit en personne, soit par téléconférence). Ce poste n'est pas rémunéré. En revanche, les membres reçoivent des honoraires et des indemnités de déplacement conformément aux politiques du GTNO, ainsi que des indemnités journalières préétablies lorsqu'ils participent à des réunions.

Si cette occasion unique vous intéresse, veuillez nous envoyer votre curriculum vitæ et une lettre de motivation indiquant les raisons pour lesquelles vous aimeriez faire partie du Conseil, au plus tard le 19 Feb 2016, à l'adresse suivante :

Heather Meacock
Adjointe administrative de la présidente
Conseil des gouverneurs du Collège Aurora
C. P. 1290, Fort Smith (Territoires du Nord-Ouest) X0E 0P0
Tél. : 867-872-7009 • Téléc. : 867-872-5143
Courriel : hmeacock@auroracollege.nt.ca • www.auroracollege.nt.ca



www.auroracollege.nt.ca

Appel de candidatures
REPRÉSENTANT DU PUBLIC de la région du Sahtu
Conseil des gouverneurs du Collège Aurora

Le ministre de l'Éducation, de la Culture et de la Formation, M. Alfred Moses, invite les résidents qui souhaitent devenir représentant du public au Conseil des gouverneurs du Collège Aurora à poser leur candidature. Le poste à pourvoir actuellement est celui de représentant de la région du Sahtu, qui représente Norman Wells, Tulíta, Déljnę , Colville Lake and Fort Good Hope.

Le représentant du public partage les responsabilités suivantes avec le président et les autres conseillers : régir le collège; évaluer les politiques; permettre au Conseil de prendre des décisions responsables sur des questions fiscales et pédagogiques; établir la raison d'être et la vision du collège; et s'engager au maintien de l'intégrité pédagogique, financière et sociale du collège et à la qualité de l'éducation aux adultes en général.

Pour être admissibles, les candidats doivent résider dans une collectivité de la région du Sahtu qu'ils représenteront. De plus, ils doivent faire preuve d'un intérêt manifeste dans l'enseignement aux adultes et postsecondaire du Nord, et être sensibilisés aux problèmes qui touchent à l'éducation et à la formation des adultes aux TNO. En outre, les candidats doivent posséder de bonnes compétences interpersonnelles et être en mesure de dialoguer avec d'autres membres du Conseil et de différents groupes d'intérêts. Les acquis suivants constituent des atouts majeurs : expérience comme membre d'un comité de programme d'études ou membre d'un comité qui soutient le développement communautaire; expérience en éducation et en recherche autochtone dans les collectivités; expérience professionnelle, ou dans le milieu des affaires ou de l'industrie; et capacité de comprendre les données financières. Toute expérience reconnue en service de proximité constitue également un atout.

Nomination: Le représentant du public est nommé pour un mandat de trois ans. Chaque année, les membres du Conseil doivent assister en personne à trois réunions du Conseil, lesquelles durent de deux à trois jours. Ils sont également tenus de siéger à des comités qui se rencontrent entre les réunions du Conseil (soit en personne, soit par téléconférence). Ce poste n'est pas rémunéré. En revanche, les membres reçoivent des honoraires et des indemnités de déplacement conformément aux politiques du GTNO lorsqu'ils participent à une réunion.

Si cette occasion unique vous intéresse, veuillez nous envoyer votre curriculum vitæ et une lettre de motivation indiquant les raisons pour lesquelles vous aimeriez faire partie du Conseil, au plus tard le 19 Feb 2016, à l'adresse suivante :

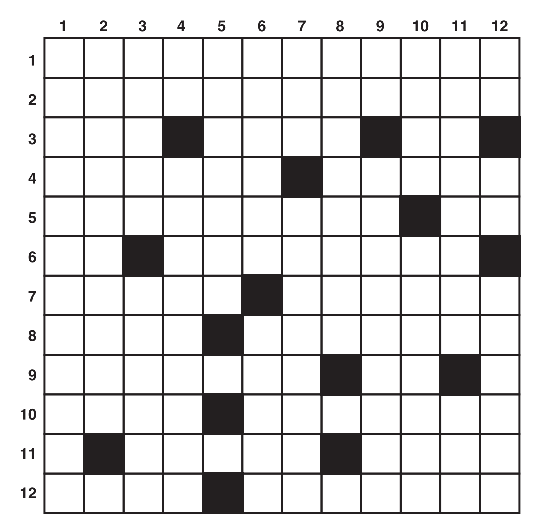
Heather Meacock
Adjointe administrative de la présidente
Conseil des gouverneurs du Collège Aurora
C. P. 1290, Fort Smith (Territoires du Nord-Ouest) X0E 0P0
Tél. : 867-872-7009 • Téléc. : 867-872-5143
Courriel : hmeacock@auroracollege.nt.ca • www.auroracollege.nt.ca





MOTS CROISÉS

Nº 407



HORIZONTALEMENT

1- Étude des drapeaux des pavillons nationaux et régionaux.
2- Qui atteignent une position d'équilibre, sans oscillations.
3- Manière de lancer à l'aide d'une arme. — Roche sédimentaire. — Année.
4- Reptile saurien de l'Amérique tropicale. — Riche tissu à trame de soie.
5- Avant de rien faire d'autre (pl.). — Personnel.
6- Branché. — Petites linottes dans les forêts des régions froides.
7- Île des Petites Antilles, indépendante depuis 1983. — Reconnus en tant que tels.
8- Dieux guerriers de la mythologie scandinave. — Absence de salive.
9- Étoffe noire dont on tend une église pour une cérémonie funèbre. — Personnel.
10- Ville d'Italie, en Vénétie. — Cafés mêlés d'eau-de-vie ou de rhum.
11- Éloignement dans l'espace et le temps pour juger d'un évènement. — Volcan actif de la Sicile.
12- Aies un air gai. — Raisonnables.

VERTICALEMENT

1- Personne qui prétend prédire l'avenir sous l'effet d'une inspiration surnaturelle.
2- Théorie selon laquelle l'embryon se constitue graduellement dans l'œuf par formation successive de parties nouvelles (pl.).
3- Rongeur, voisin de l'écureuil. — Abdomen.
4- Infinitif. — Personnes qui bénéficient d'une assistance financière.
5- Marquais d'une ligne.
6- Zoologiste autrichien (1903-1989) auteur de « Les huit péchés capitaux de notre civilisation » et prix Nobel en 1973. — Prince argien aux cent yeux dont cinquante restaient ouverts durant son sommeil.
7- Poème. — Petit morceau de marbre, de pierre.
8- Rendrai lisse.
9- Odette Quesnel. — Relatifs aux asiles psychiatriques.
10- Île principale de l'archipel des Mariannes. — Personne sans compétence.
11- Fleuve traversant la Sibérie, d'une longueur de 3354 kilomètres. — Équidé.
12- Sièges. — Personnel. — Sensationnel.

RÉPONSE DU Nº 407

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	V	E	X	I	L	L	O	L	O	G	I	E
2	A	P	E	R	I	O	D	I	Q	U	E	S
3	T	I	R	■	G	R	E	S	■	A	N	■
4	I	G	U	A	N	E	■	S	A	M	I	T
5	G	E	S	S	A	N	T	E	S	■	S	E
6	I	N	■	S	I	Z	E	R	I	N	S	■
7	N	E	V	I	S	■	S	A	L	U	E	S
8	A	S	E	S	■	A	S	I	A	L	I	E
9	T	E	N	T	U	R	E	■	I	L	■	N
10	E	S	T	E	■	G	L	O	R	I	A	S
11	U	■	R	E	C	U	L	■	E	T	N	A
12	R	I	E	S	■	S	E	N	S	E	E	S

Horoscope

SEMAINE DU 7 AU 13 FÉVRIER 2016

Signes chanceux de la semaine : Gémeaux, Cancer et Lion



BÉLIER (21 mars - 20 avril)
Un peu de ressourcement sera nécessaire cette semaine. Prenez le temps de vivre et de vous détendre. Un membre de la famille aura fortement besoin de son infirmière préférée à ses côtés.



TAUREAU (21 avril - 20 mai)
Vous organiserez un magnifique voyage de groupe. Même s'il n'est pas toujours facile d'obtenir des réponses de la part des gens concernés, vous serez d'une efficacité redoutable.



GÉMEAUX (21 mai - 21 juin)
Vous vous retrouverez avec de nombreuses responsabilités sur les épaules, aussi bien au travail qu'à la maison. Grâce à votre zèle, on vous offrira une promotion sur un plateau d'argent.



CANCER (22 juin - 23 juillet)
L'idée d'un voyage ou même d'un pèlerinage vous traversera l'esprit. Ce sera une aventure que vous devrez préparer plusieurs mois à l'avance pour que ce soit une réussite.



LION (24 juillet - 23 août)
Beaucoup d'émotion dans l'air! Sentimentalement, vous devez vivre pleinement votre amour. Vous n'accepterez plus les demi-mesures et une profonde réflexion s'imposera pour votre couple.



VIERGE (24 août - 23 septembre)
Si votre relation est toute jeune, il sera question de vivre ensemble prochainement. La Saint-Valentin qui approche sera une excellente occasion pour faire de belles rencontres si vous êtes célibataire.



BALANCE (24 septembre - 23 octobre)
Au travail, vous profiterez de la manne! Devant une croissance incroyable de votre clientèle, vous devrez mettre les bouchées doubles, et cela assurera pratiquement vos vieux jours.



SCORPION (24 octobre - 22 novembre)
Votre estime personnelle aura besoin d'être rehaussée d'un cran. Vous vous dévouerez beaucoup auprès de certaines personnes et il serait bon de vous accorder autant d'importance.



SAGITTAIRE (23 novembre - 21 décembre)
Vous consacrerez beaucoup de temps à la famille. Vous envisagerez la possibilité de déménager et un changement important dans votre environnement sera extrêmement bénéfique.



CAPRICORNE (22 décembre - 20 janvier)
Vous réussirez à agrandir votre cercle social en passant beaucoup de temps sur les réseaux sociaux. Vos affaires et vos talents se feront mieux connaître avec le bouche à oreille.



VERSEAU (21 janvier - 18 février)
Vous devriez obtenir le feu vert pour financer un de vos projets. Ce sera aussi une excellente semaine pour consulter votre conseiller financier et régler une partie de vos dettes.



POISSONS (19 février - 20 mars)
Aussi bien sentimentalement, professionnellement que personnellement, l'action ne fera pas défaut! Vous serez plutôt fier de tout ce que vous accomplirez, ce qui est excellent pour l'estime de soi.